

Parlons d'abord du plus aigu de tous: la présence au Québec d'un gouvernement qui annonce pour bientôt l'apparition, sur la carte du monde, d'un nouvel État souverain. Cette menace est sans doute la plus grave que la Confédération canadienne ait jamais affrontée. Grave en ce qu'elle menace l'existence même du Canada que nous connaissons aujourd'hui. En effet, quels que soient les projets d'association économique dont nous entretenit le gouvernement actuel du Québec, il est certain que le succès de son entreprise souverainiste entraînerait pour l'ensemble du pays des conséquences économiques et politiques considérables et transformerait profondément le rapport des forces en Amérique du Nord.

Comment s'explique l'émergence d'un tel projet, dans une grande province canadienne, la deuxième en importance, après un siècle de vie commune au sein de la Confédération?

Ici encore je devrai m'en tenir à une ébauche d'explication. Le facteur central et qui explique tous les autres, c'est sans doute la double situation économique et linguistique des Canadiens francophones. Cette situation existait déjà en 1867. Coupée de ses sources culturelles, la population française du Canada s'était repliée sur elle-même, après la conquête britannique, dans un réflexe de défense qui s'explique facilement. Mais une telle position défensive, imposée par les circonstances et par l'attitude du conquérant, ne favorise pas, dans un peuple, les évolutions nécessaires. Cantonnés dans l'agriculture, évincés, plus ou moins consciemment, du monde des affaires, du commerce et de l'industrie, les Canadiens français n'étaient guère en position de faire face à la révolution industrielle quand cette dernière fit irruption dans leur vie, vers la fin du siècle dernier. A ce choc venait de s'ajouter, je l'ai noté déjà, celui de leur minorisation comme groupe linguistique.

En théorie, le fédéralisme devait, dès 1867, leur permettre de relever ce double défi. En pratique, il fallut près d'un siècle aux Québécois, qui en avaient pourtant les moyens politiques, pour se doter du système d'enseignement et des autres instruments nécessaires à leur promotion économique et culturelle. Quant aux communautés francophones disséminées à travers le pays, dans les provinces à majorité anglophone, elles furent victimes, de la part des pouvoirs locaux, de ce qu'il faut bien appeler une intolérance tenace. Nous, francophones, avons rêvé d'un pays qui nous fût tout entier accessible, où nous pourrions parler français, nous épanouir dans notre culture propre, comme les anglophones pouvaient le faire au Québec. La réalité se révéla très différente. Dans leur majorité, nos compatriotes anglophones considéraient le Canada comme un pays britannique, de langue anglaise, où les francophones devaient jouir de quelques droits au Québec mais non dans l'ensemble du pays. Le gouvernement fédéral lui-même devint une chasse gardée anglophone où le français avait à peine droit de cité.

Combiné avec une infériorité économique caractérisée, le problème linguistique composait un mélange explosif dont nos gouvernements ne mesurèrent que bien tard le grave danger. Une enquête conduite par le gouvernement canadien en 1960, devait révéler par exemple qu'à travers tout le pays, quel que soit le degré de richesse ou de dénuement de la région envisagée, les Canadiens francophones étaient partout moins payés que leurs compatriotes anglophones.